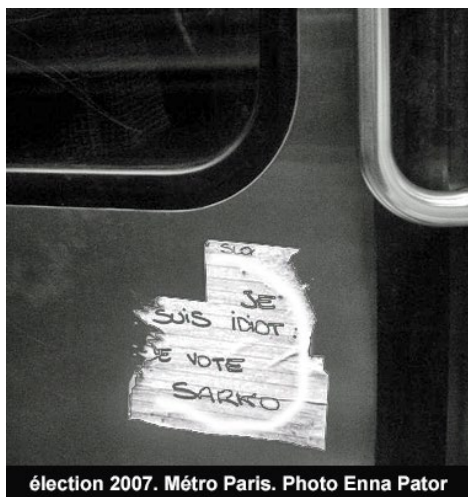


Voter Emmanuel Macron dès le premier tour est-il utile ?



Réflexion à propos d'une bien étrange campagne...

L'histoire peut-elle se répéter ?

mars-avril 2022

Pierre Thomé

J'ai entendu récemment des relations proches, plutôt tendance gauche, exprimer leur intention de voter Emmanuel Macron dès le premier tour de l'élection présidentielle ! Au deuxième tour encore en vertu d'un front républicain d'opposition à M. le Pen si elle y figure, mais dès le premier, c'est plutôt surprenant. J'en ai frémi, traversé par les émotions qui seraient en ce moment les plus éprouvées par la population française : peur, colère et désespoir [enquête sociologique de Stewart **Chau**, *L'Opinion des émotions* | éd. [Fondation Jean Jaurès](#) | mars 2022], puis j'ai cherché à comprendre...

Dans une démocratie une élection, même si elle est fortement personnalisée comme c'est le cas pour la présidentielle, est un temps privilégié pour la mise en conflit des projets politiques présentés par les candidats et les candidates. Ils sont douze cette année pour la présidentielle, dont six représentent différents courants de la gauche. Mais il se dit haut et fort que la distinction droite / gauche n'a plus de sens ; et la faiblesse actuelle des intentions de vote au premier tour, avec un total de l'ordre de 28 % pour l'ensemble de la gauche, peut être interprétée comme un désaveu. Ce dont profite E. Macron qui, depuis 2017, se fait le chantre d'une nouvelle façon de se représenter la scène politique : « "Le clivage droite-gauche ?" C'est complètement dépassé !" *Qui n'a entendu cette sentence, dans le poste ou sur les estrades, au temps béni des élections ? Et plus encore depuis qu'Emmanuel Macron a brandi le slogan [...] "ni de droite ni de gauche" [...] Et pourtant... D'où vient l'erreur ? De ce que, souvent, comme en économie, les commentateurs mélangent l'offre et la demande, (alors que) nos concitoyens savent très bien s'ils sont de droite, de gauche ou sans affinités précises. Ce positionnement idéologique est un marqueur profond de l'identité sociale d'un individu* » [Janine **Mossuz-Lavau**, Pierre Henri **Bono** (chercheurs à SciencesPo-Cevipof, "Ni gauche ni droite ? Bien au contraire" | [Libération](#) | 23 sept. 2020]. Ce qui est confirmé par la dernière enquête "Fractures françaises" : 67 % des Français estiment que de vraies différences persistent entre la gauche et la droite [[IPSOS](#) pour Le Monde / Fondation Jean Jaurès / SciencesPo-Cevipof | 9^{ème} éd. | 27 août 2021] (1).

Cela n'empêche pas des personnalités socialistes, pourtant ex-ministres importants, voire Premier ministre, dans des gouvernements de gauche – Jean-Pierre Chevènement, Jean-Yves Le Drian, Élisabeth Guigou, Marisol Touraine, Manuel Valls -- de faire allégeance au jupitérien E. Macron, plus sans doute au nom d'un supposé principe de réalité que par ambition politique. Je trouve qu'il est désolant de sortir ainsi de l'histoire du socialisme, d'ailleurs complètement ignorée par E. Macron. "Du passé faisons table rase" ? En tout cas plusieurs de mes connaissances, des seniors principalement, semblent l'envisager en choisissant de voter "utile" dès le premier tour, non pour un candidat de la gauche, mais pour l'actuel président. Ils évoquent comme raisons, d'une part la guerre à l'est de l'Europe, d'autre part la mondialisation de l'économie, comment l'expliquer ?

¹ sondage réalisé auprès de **983** personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Interrogées par internet du 25 au 27 août 2021. Marge d'erreur à ± 2 %

1. la grande inquiétude provoquée par la guerre en Ukraine.

Ce sentiment serait partagé par 86 % des Français se disant très inquiets (34 %) ou plutôt inquiets (52 %) [sondage IPSOS pour Fondation Jean Jaurès / Le Monde / SciencesPo-Cevipof, “[enquête électorale 2022, vague 8](#)” | 24 mars 2022] (2). La crainte que ce conflit s’étende au-delà des frontières de l’Ukraine est partagée par 80 % ; cette extension engagerait de facto l’OTAN à riposter, l’usage de part et d’autre d’armes nucléaires dites “[tactiques](#)” devenant une possibilité pour 70 %. Joe Biden, en visite à Varsovie le 26 mars, a assuré que « *l’article 5 du traité de l’OTAN, stipulant que l’attaque contre un pays membre est une attaque contre tous, constituait un “devoir sacré” pour les États-Unis. [...] Pour l’amour de Dieu, cet homme ne peut pas rester au pouvoir* » a-t-il précisé... [Le Monde | 26 mars 2022] ; mais je doute fort que cet amour divin puisse mettre fin à la guerre et renverser “*le dictateur*” Poutine aux nombreuses motivations à la fois personnelles et politiques, dont celles de reconstruire un empire et de s’approprier les grandes ressources énergétiques (gaz surtout) de la mer Noire côté Ukraine, vers [l’île des Serpents](#).

Pour les personnes inquiètes parmi mes relations, seul E. Macron aurait le pouvoir et les capacités suffisantes pour maîtriser la situation et influencer son cours. Ainsi la peur « *pousserait les citoyens à se mettre sous la protection du bouclier présidentiel* » [Françoise Fressoz, [le Monde](#) | 29 mars 2022] Ce qui est confirmé par le sondage IPSOS [24 mars 2022, [op.cit.](#)] : à la question “*Faites-vous confiance à E. Macron pour prendre les bonnes décisions dans les jours et les semaines qui viennent concernant la guerre en Ukraine ?*” **61 % des personnes interrogées répondent OUI**. En revanche, **seulement 29 % se disent satisfaites** de l’ensemble de l’action du Président de la République; ce qui indique clairement que l’appréciation de la politique globale du président-candidat, ne peut porter uniquement sur la façon dont il traite de l’actuel conflit en Ukraine.

Président en même temps de la France et de l’Europe, E. Macron cherche depuis deux mois à démontrer, en se mettant en scène parfois de façon spectaculaire, que lui-même est indispensable pour maintenir en paix la Communauté européenne [cf. également “*Macron et le tragique de répétition*” | [Libération](#) | 2 avril 2022]. Il semble y parvenir en évitant de ne pas couper les ponts avec Vladimir Poutine, et avec l’idée que l’action diplomatique qu’il conduit principalement avec l’Allemagne, permettra d’éviter le pire : « *J’ai choisi de rester en contact autant que je le peux avec le président Poutine, pour chercher, sans relâche, à le convaincre de renoncer aux armes* » [2 mars 2022, cité par [le Monde](#) du 29 mars 2022]. Le politologue Tristan **Guerra** en déduit que « *L’enjeu de la guerre en Ukraine conforte indubitablement Emmanuel Macron dans sa position de favori de l’élection, sans pour autant rebattre toutes les cartes de l’élection, mais en renforçant plutôt les dynamiques existantes. Le président sortant bénéficie de l’inquiétude que le conflit militaire entre l’Ukraine et la Russie peut susciter parmi les électeurs, tant sur les aspects de sécurité nucléaire que concernant les conséquences économiques ou la peur de l’extension du conflit. Plus l’inquiétude liée à ce conflit est forte, plus Emmanuel Macron en tire des bénéfices.* » [Tristan Guerra, “*L’effet du conflit Russo-Ukrainien dans la course à l’Élysée*” | [Fondation Jean Jaurès](#) | 16 mars 2022]

Pour autant, les qualités diplomatiques du Président de la République peuvent-elles transformer à elles seules une élection en quasi plébiscite où le vote porte plus sur la personnalité du candidat que sur son programme ? C’est en apparence ce qui semble se dessiner avec une demande pour 79 % des personnes interrogées d’un “*vrai chef en France pour remettre de l’ordre*” [Fractures Françaises, 2021. | [op.cit.](#)]. E. Macron en aurait semblé-t-il le profil, puisque pour 65 % des Français il a l’étoffe d’un président et peut faire face à une crise grave (économique, sanitaire, internationale, attentat) [sondage IPSOS 24 mars 2022, [op.cit.](#)] résultat très au-dessus de celui des autres candidats qui se situent entre 15 (Y. Jadot) et 39 % (M. le Pen), le manque d’expérience dans l’exercice d’un pouvoir national, surtout en temps de crise, étant un handicap insurmontable.

Mais poursuit T. Guerra : « *Sauf montée en intensité du conflit, la guerre en Ukraine n’éclipse pas tous les autres enjeux présents dans la tête des électeurs, les préoccupations liées à la vie quotidienne, comme le pouvoir d’achat, sont encore très importantes pour des électeurs qui gardent un œil sur des enjeux domestiques.* » C’est ce que nous allons aborder avec la deuxième raison évoquée pour un vote E. Macron dès le 1^{er} tour.

² sondage réalisé auprès de **13 269** personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française, inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus. Interrogées par internet du 21 au 24 mars 2022. L’ampleur de l’échantillon réduit la marge d’erreur à $\pm 0,8$ %.

2. L'économie mondialisée suppose de grandes compétences pour sa gestion

On peut trouver du sens à cet argument avancé par plusieurs personnes pour justifier leur vote favorable au candidat de la République en Marche dès le 1^{er} tour. En effet, E. Macron a effectivement une solide expérience dans ce domaine : banquier d'affaires, puis ministre de l'économie pendant deux ans dans un gouvernement à majorité socialiste. Mais avait-il seulement connaissance, à l'époque, des intentions de son président François **Hollande** déclarant lors de son investiture : « *Avant d'évoquer mon projet, je vais vous confier une chose. Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire quel est mon adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, et pourtant il gouverne ! Cet adversaire, c'est le monde de la finance* » [François Hollande [discours du Bourget](#) 22 janvier 2012]. Ce que E. Macron semblait avoir compris une fois président : « *Penser les règles du monde de demain, c'est-à-dire ces équilibres, où l'on permettra que cette mondialisation qui, de toute façon, est là, ne soit pas exempte de toute règle, parce qu'elle devient alors la propriété de quelques-uns, et parce qu'elle devient alors l'ennemie de nos propres intérêts. C'est toute cette nouvelle responsabilité qui est la nôtre et qui doit nous conduire à définir philosophiquement et juridiquement les règles de ce nouveau monde. Le livrer seulement à l'intérieur de nos frontières à une réflexion juridique serait insuffisant, c'est au niveau européen et international que nous devons mener ce combat, en éclaireurs* » [[Discours](#) du Président de la République à l'ouverture de la conférence des ambassadeurs | 29 août 2017]

Ainsi il y a peu, l'un faisait de la finance son adversaire, l'autre en faisait un possible ennemi... Mais, pendant ces dix ou cinq années, il semblerait bien que les gouvernances tant de gauche que de droite se soient accommodées de cette réalité économique mondiale qui demeure peu maîtrisée et profondément inégalitaire. Le dernier rapport d'Oxfam en fait on ne peut plus la démonstration, l'économiste indienne [Jayati Ghosh](#) en a écrit l'avant-propos (extraits) : « *La pandémie nous a rappelé une dure réalité : un accès inégal aux revenus et aux opportunités est non seulement source de sociétés injustes, détraquées et malheureuses, mais tue littéralement des gens. Au cours des deux dernières années, des personnes sont mortes après avoir contracté une maladie infectieuse parce qu'elles n'avaient pas reçu de vaccins à temps, alors que ces vaccins auraient pu être produits et distribués plus largement si la technologie avait été partagée. Elles sont mortes parce qu'elles n'ont pas reçu les soins hospitaliers essentiels ou l'oxygène dont elles avaient besoin à cause de pénuries dans des systèmes de santé publique sous-financés. [...] Elles sont mortes de désespoir, accablées par la perte de leurs moyens de subsistance. [...] Et pendant cette hécatombe, les personnes les plus fortunées au monde se sont enrichies comme jamais et certaines des plus grandes entreprises ont réalisé des bénéfices sans précédent.* » [[Oxfam](#), "Les inégalités tuent" | janvier 2022]

L'épidémie du coronavirus est un très bon analyseur social d'un système qui conduit le monde depuis au moins trois siècles et dans lequel la richesse produite est en grande partie accaparée par une toute petite minorité. Celle-ci se rassure en parlant "ruissellement" (la richesse produite, plus par la spéculation que par le travail, est en grande partie réinjectée dans l'économie par la consommation et l'investissement plutôt que par l'impôt et les taxes, ce qui serait favorable à l'emploi, mais n'est pas vraiment démontré) : « *Jupiter, après avoir gravi l'Olympe et trouvé demeure à l'Élysée, voulut aussitôt combler les hommes, leur apporter croissance et prospérité. Il avait son idée. (mais) Le ruissellement n'est ni une théorie ni une réalité. C'est une grosse vanne. Les dieux se moquent des hommes, on le sait depuis Homère.* » [Antoine **de Ravignan**, "Parlez-vous l'éco ? Le ruissellement" | [Alternatives économiques](#) N° 414 | juillet 2021].

Logiquement, cette théorie du ruissellement est validée par les sympathisants LR et LREM, qui estiment à 70 % que « *plus il y a de riches, plus cela profite à l'ensemble de la société* », alors qu'à gauche ce résultat atteint au maximum 29 % (P.S.), [Fractures françaises 2021, [op.cit.](#)]; nouvel indicateur confirmant que la distinction droite / gauche est encore bien présente dans l'opinion. Le magazine *Alternatives économiques* [[dossier](#) "Présidentielle : le retour du clivage droite-gauche" | avril 2022] en souligne également les différences en comparant les programmes des candidats, ainsi :

- « Flambée des prix de l'énergie, revalorisation du SMIC : où trouver son ou sa candidate du pouvoir d'achat ? Réponse : plutôt à gauche. Les baisses de cotisations proposées par la droite sont autant de manques à gagner pour la protection sociale, qui risque d'en faire les frais »
- « Pour faciliter les installations et relocalisations des entreprises, les candidats misent à droite sur la baisse de la fiscalité, tandis que ceux de gauche veulent investir et conditionner les aides »

- « Le dernier quinquennat a creusé les inégalités. Et seuls certains candidats proposent des mesures susceptibles d'inverser la tendance. À gauche, tous les candidats souhaitent le retour de l'ISF. À droite, aucune réforme du barème de l'impôt sur le revenu n'est envisagée »
- « Le renforcement des services publics est au programme de tous les candidats de gauche. À droite et à l'extrême-droite les services publics se lisent d'abord dans les politiques sécuritaires »

Ces quelques comparaisons confirment bien que les projets politiques "droite / gauche" ne peuvent être confondus et qu'il convient d'y prêter attention au moment de voter.

Les conséquences observables en France d'un système néolibéral avec un supposé ruissellement, sont nombreuses, citons simplement l'une des dernières dont on parle abondamment : le groupe Orpea gestionnaire de façon lucrative de nombreux Ehpad, avec un slogan, "La vie continue avec nous", particulièrement trompeur tant les dysfonctionnements y sont nombreux. Ils ont été révélés par le journaliste Christophe **Castanet** dans son livre *Les Fossoyeurs* [janvier 2022, éd. Fayard] et confirmés par une double enquête de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale des finances (IGF), dont le [rapport](#) « considère qu'Orpea poursuit en priorité un objectif de performance budgétaire qui contribue à la mauvaise qualité de vie des résidents et des soins qui leur sont prodigués. » [Béatrice Jérôme, [Le Monde](#) | 21 mars 2022]. Il s'en suit qu'une partie de l'argent public (en provenance de l'État et des Départements) est reversé en dividendes à des fonds de pension américains qui constituent une bonne part du capital d'Orpea. Optimiser les coûts, c'est-à-dire "faire plus avec moins" est également la stratégie développée en France depuis plusieurs années pour les hôpitaux publics dans lesquels, entre 2017 et 2020, 17 600 lits ont été supprimés, donc y compris pendant la pandémie (source : [Statistique annuelle des établissements de santé](#), réalisée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, rattachée au ministère de la santé).

L'exemple d'Orpea met en évidence une question d'ordre politique : des services publics médico-sociaux peuvent-ils être confiés à des entreprises lucratives pour des porteurs de capitaux externes dont le seul intérêt est de faire du profit et de percevoir des dividendes ? Je ne le pense pas et suis loin de partager la grande envie de privatisation dans tous les domaines publics voulue par Monsieur Macron et son gouvernement actuel ou futur.

Cependant en politique, économie et environnement ne sont pas les seules variables, d'autres domaines – protection sociale, culture, éducation, santé... -- moins planétaires, dépendent beaucoup de décisions nationales et donc de choix dans l'utilisation des impôts. On peut donc espérer... avec Jayati **Ghosh**, qui conclut ainsi son avant-propos [Oxfam 2022 [op.cit.](#)] : « Il est désormais indispensable de changer de cap. Nous avons bien sûr besoin de solutions systémiques, comme inverser les privatisations désastreuses de la finance, des connaissances, des services publics et collectifs, ainsi que des biens communs de la nature. Mais aussi de politiques fiscales accessibles qui taxent la fortune et les multinationales. Nous devons enfin démanteler les inégalités structurelles de genre, d'origine ethnique et de caste qui alimentent les disparités économiques. Ce document incisif et pertinent d'Oxfam démontre clairement que si les inégalités sont mortelles, des solutions sont à notre portée. Moyennant une mobilisation publique et un imaginaire collectif plus forts, tout est encore possible. »

Cet imaginaire existe et je l'ai rencontré dans deux cadres économiques qui ne fonctionnent pas, sauf exceptions, dans le système capitaliste boursier dont on vient d'entrevoir les méfaits, il s'agit de l'économie sociale et solidaire d'une part, des très petites entreprises d'autre part. Que représentent dans l'économie réelle ces deux secteurs d'activité, souvent au fait de l'innovation et créateurs d'emplois ?

L'économie sociale et solidaire (ESS)

- rassemble : les coopératives, les associations loi 1901, les fondations, les mutuelles santé et assurances à but non-lucratif, Les entreprises commerciales d'utilité sociale ([loi "Hamon" du 31 juillet 2014](#))
- représente : 200 000 entreprises, 2,4 millions de salariés, soit 14 % de l'emploi du privé, 10 % du PIB (résultats 2019, sources : [ministère de l'économie et des finances](#))

Par expérience, je pense que l'ESS est un domaine davantage porté par la gauche.

Les très petites entreprises (TPE), et micro entreprises, comprenant moins de 10 salariés, chiffre d'affaire annuel inférieur à 2 millions d'euros

- rassemblent : artisans -- principalement dans le bâtiment, le transport -- et commerçants toutes branches
- représentent : 1,4 million entreprises, 3 millions d'actifs dont 2,1 millions de salariés, 9 % du PIB (résultats 2018, source : INSEE)

Notons également qu'une majorité de Français paraissent sensibles à l'économie de proximité : en effet 82 % font confiance aux petites et moyennes entreprises, et seulement 45 % aux grandes entreprises [Fractures françaises, 2021 [op.cit.](#)]

Ces vastes domaines, favorables à l'initiative imaginative, à d'autres façons de travailler moins hiérarchisées, à l'emploi... peuvent-ils se développer grâce à des politiques qui leur seraient favorables ? C'est en tout cas ce qu'ils souhaitent beaucoup dans leurs appels respectifs aux candidats des élections nationales 2022 :

- [pour l'ESS](#) : « Faire de l'ESS un accélérateur des transitions dans l'ensemble des secteurs pour les cinq prochaines années »
- [pour les Chambres des métiers et de l'artisanat](#) (CMA) : « Dix propositions pour une politique en pointe sur l'Artisanat et l'économie de proximité »

Cette économie de proximité non boursière représente pour l'instant environ 20 % du PIB, ce qui est loin d'être négligeable. Elle ne doit pas cependant être regardée uniquement dans sa signification comptable, elle pose en effet une question cruciale : peut-on vivre sans le capitalisme spéculatif mondialisé que certains considèrent comme le seul système économique possible ?

La réponse est évidemment oui, puisque, en France, plusieurs millions de personnes le vivent quotidiennement, mais en restant en partie dépendantes des marchés mondiaux pour certaines de leurs fournitures en matières premières et pour d'éventuelles exportations. Une partie de ces marchés pourrait-elle être davantage régulée, le modèle du commerce équitable pourrait-il être inspirant ? Notons enfin que [l'économie circulaire](#) a été récemment mise en valeur par la Commission européenne : « *Changer nos modes de production et de consommation: le nouveau plan d'action pour l'économie circulaire montre la voie à suivre pour évoluer vers une économie neutre pour le climat et compétitive dans laquelle les consommateurs ont voix au chapitre* » [[déclaration](#) | 11 mars 2022]. Ce vaste projet ambitieux sera-t-il à même de bouleverser les habitudes inégalitaires du marché mondial ?

C'est aux politiques de répondre à ces questions, d'où l'importance à accorder au vote en cherchant qui et quels partis politiques abordent frontalement ces problématiques systémiques ; je pense que la gauche de gouvernance y est nettement plus sensible que la droite néolibérale représentée par le candidat Macron. Ce sont des choix importants et seul le premier tour d'une élection, en proposant un large éventail de projets politiques, permet vraiment de les faire. Dans ce cadre "le vote utile" n'a aucune raison d'être, alors que lors du deuxième tour la question peut évidemment se poser.

« La paix vous la voulez profondément. [...]. Et pourtant, dans cet immense et commun amour de la paix, les budgets de la guerre s'enflent et montent partout d'année en année, et la guerre, maudite de tous, redoutée de tous, réprouvée de tous, peut, à tout moment, éclater sur tous. D'où vient cela ? » Jean Jaurès

"Le capitalisme porte en lui la guerre" | [discours à l'Assemblée nationale](#)
7 mars 1895